

# FAITS DIVERS

faits-dj.union@sonapresse.com

## Lambaréné : découverte d'un corps sans vie à Ngoudoufouala

Photo : Paterne N'DOUNDA



Le quadragénaire tel qu'il a été découvert par des riverains.

Paterne N'DOUNDA  
Lambaréné/Gabon

LES habitants du village Ngoudoufouala situé sur l'axe Lambaréné-Fougamou, à 14 km du chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué, étaient le 16 juin dernier sous le choc. Et pour cause. Le corps sans vie de Luc Moukoula, Gabonais de 40 ans environ, a été découvert par des riverains dans la rivière jouxtant le hameau.

De source autorisée, le drame se serait produit dans la nuit du 15 au 16 juin 2023. En effet, après une dure journée de labeur, comme à son habitude, Luc Moukoula serait allé prendre un bain à la rivière.

Contre toute attente, il n'a pas regagné son domicile. C'est plutôt son corps sans vie que les villageois vont découvrir le lendemain matin

flottant sur l'eau. Faits cependant étranges, l'homme portait encore son pantaculotte. Et son sac de pot de bain, son polo de couleur bleue et son couteau se trouvaient à un jet de pierre de lui. Selon des témoignages concordants, le quadragénaire aurait été aperçu tout au long de la journée, manifestement en forme.

Informé de la situation, le procureur de la République près le tribunal de première instance de Lambaréné, Félix Minko Nkoundi, s'est rendu sur place avec les éléments de la brigade centrale et le médecin légiste pour le constat d'usage.

Contrairement à ce qu'il se disait déjà, une source proche du tribunal confirme qu'il ne serait nullement question d'un crime à caractère rituel. D'autant que, argue cet informateur, le regretté Luc Moukoula a été retrouvé avec tous ses membres et autres organes en place.

Pourrait-il s'agir d'un malaise ? Le malheureux aurait-il été victime d'une agression ? Seule l'enquête ouverte permettra d'en savoir davantage.

Affaire à suivre.



REPUBLIQUE GABONAISE  
(Union-Travail-Justice)

### MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RELANCE

PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

CELLULE D'EXECUTION DU PROJET

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

Secteur :	:	Gouvernance Economique et Réformes Finances
Nom du Projet :	:	Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie Gabonaise (PADEG)
N° d'Identification du Projet :	:	P-GA-K00-007
Prêt N° :	:	2000200002651
Intitulé du Marché :	:	Acquisition des Fournitures de bureau pour le fonctionnement dans le cadre du renforcement des capacités de la Direction Générale des Forêts ainsi que des services déconcentrés associés.
Méthode de passation de marché :	:	AON Ouvert
IAS N° :	:	AOO N° 03/BAD/PADEG/MINEF/F/2023

Le Gouvernement Gabonais a reçu un financement de la Banque Africaine de Développement ci-après dénommée la Banque pour financer le Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie et a l'intention d'utiliser une partie de ce Prêt pour effectuer des paiements au titre du Marché sur l'Acquisition des Fournitures de bureau pour le fonctionnement dans le cadre du renforcement des capacités de la Direction Générale des Forêts ainsi que des services déconcentrés associés.

- Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct comme définie dans les Directives de la Banque applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement.
- La Cellule d'Exécution du PADEG sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les équipements ci-après : DIVERS FOURNITURES DE BUREAU.

La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'offres (AOO) ouvert telle que définie dans le décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics en République Gabonaise ;

- Les soumissionnaires sont tenus de fournir, à la Direction Générale des Marchés Publics, la liste de leurs bénéficiaires effectifs, contre délivrance d'un accusé de réception à joindre dans l'offre, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°032-22/MER/MBCP du 17 juin 2022 fixant les modalités de collecte des données personnelles auprès des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires des marchés publics et de publication en ligne pour les entreprises titulaires.

- Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable de deux cent mille F CFA (200 000) le lot unique, ce montant est de cent mille (100 000) F CFA le lot unique pour les PME bénéficiant d'un

agrément PME. Ce paiement se fera sur présentation d'un Ordre de Recette délivré par la Direction Générale des Marchés Publics.

- Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du : **Coordonnateur de la Cellule d'Exécution du Projet**, E-mail: pmpadeg@gmail.com et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous **Immeuble OLAM, Galerie TSIKA (Premier Etage), Block D, Porte D1, Boulevard Triomphal, Libreville /Gabon/Tel : (+241) 66 18 86 23 durant les heures de travail de 09 heures 00 à 15 heures 30 (heure locale).**

- Les offres doivent être remises à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le jeudi 20 juillet 2023 à 10H. La soumission des offres par voie électronique «ne sera pas» autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents **le jeudi 20 juillet 2023 à 10H30** dans la salle de réunion de la Cellule d'Exécution du Projet :

PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE GABONAISE (PADEG)

A l'attention de : **Monsieur le Coordonnateur Cellule d'Exécution du Projet, Immeuble OLAM, Galerie TSIKA (Premier Etage), Block D, Porte D1, Boulevard Triomphal, Libreville /Gabon/Tel : (+241) 66 18 86 23.**

- Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'une valeur de 2% du montant de l'offre HT ;

A compter de cette date, ces offres resteront valables 120 jours.

Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME ayant au plus cinq ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie de soumission.

Le Coordonnateur

  
Paul-Emmanuel C. IVALA

Le Directeur Général des Marchés Publics

  
Eugène Périsse NGINTSA OYAME